

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

**VOLET TRAVAIL**

---

---

**ÉTUDE DES CRÉDITS**

**2018-2019**

---

---

**Demande de renseignements particuliers  
de la deuxième opposition**



# **Ministère du Travail**

## **Étude des crédits 2018-2019**

### **Renseignements particuliers requis par le Deuxième groupe d'opposition**

Avril 2018

2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :
  - a) le lieu ;
  - b) le coût ;
  - c) la ou les dates de participation ;
  - d) le nombre de participants ;
  - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
  - f) le nom de la formation ou de l'activité.
  
3. Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
  
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :
  - a) son mandat ;
  - b) la liste des membres ;
  - c) le budget dépensé ;
  - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
  - e) les résultats atteints.
  
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
  
6. Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
 

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019.
  
7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
  
8. Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
  
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
  
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
- la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
  - les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
  - l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
  - la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :
- le nom de toutes les campagnes;
  - les coûts de ces campagnes;
  - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
  - les dates de diffusion de la campagne;
  - les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :
- le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
  - le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
  - le montant qui leur a été accordé.
- Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
- le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
  - le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
  - le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
  - Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
  - Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).
16. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.
17. Pour les conflits de travail recensés au Québec par le Ministère du Travail, fournir pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 les données suivantes :
- le nombre de conflits de travail;
  - la durée moyenne de ces conflits;
  - le nombre de demandes de médiation;
  - le nombre de médiateurs nommés par le Ministère;
  - les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical) ;
  - l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre) ;
  - les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

21. Concernant les avis émis par le Ministère du Travail, pour les années 2016-2017 et 2017-2018 fournir les données suivantes :
  - la liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent pas la loi.
22. Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2016-2017 et 2017-2018 en incluant les coûts et les appels d'offre.
23. Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Conseil consultatif du travail et de la main d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au cours des deux dernières années en indiquant l'état des travaux en cours.
24. Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.
25. Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.
26. Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du Ministre, pour 2016-2017 et 2017-2018.
27. Nombre d'ETC (équivalent temps complet) affectés à travers les organismes du ministère à la résolution de conflits de travail en 2016-2017 et 2017-2018, ventilés par conflits en incluant les informations suivantes :
  - a. Partis impliqués dans le conflit;
  - b. Nombre d'ETC affectés à ce conflit spécifique;
  - c. Date de début du conflit;
  - d. Date de retour de fin du conflit.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-02**

**Titre :**

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de 2017-2018. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

**Exposé et statistiques :**

Veillez vous référer à la question 7 des Renseignements généraux..

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION**

**DATE :** 2018-04-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-03**

**Titre :**

Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

**Exposé et statistiques :**

**Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale – Volet Travail**

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information), pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018, s'élèvent à 42,8 k\$ et se répartissent ainsi :

<b>Dépenses en exploitation</b>	<b>Interne</b>	<b>Externe</b>	<b>CSPQ</b>	<b>Total</b>
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	-	41,7 k\$	1,1 k\$	42,8 k\$
<b>Total des dépenses en exploitation</b>	-	<b>41,7 k\$</b>	<b>1,1 k\$</b>	<b>42,8 k\$</b>

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 2018-03-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-4**

**Titre :**

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;
- b) la liste des membres ;
- c) le budget dépensé ;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e) les résultats atteints.

**Exposé et statistiques :**

Vous référer à l'annexe jointe.

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

### DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

#### RP-4 (Annexe)

**Titre :**

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
Direction générale des politiques et de la recherche	Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	\$0	2	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Ontario sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences	Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente. Production d'un rapport quinquennal sur le suivi de l'Entente.	\$0	2	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Ministère du Travail de l'Ontario
	Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	\$0	2	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
	Comité directeur Accès-construction	Visé à lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS(STRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances.	Repositionnement du comité; Élaboration d'outils Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.	\$0	3	MTESS (STRAV)	- MTESS (STRAV) - Revenu Québec - CCQ - RBQ - DPCP - MFQ - CNESST

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien.	Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	\$0	3	MTESS (STRAV)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MIDI</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- MRIF</li> <li>- CNESST</li> <li>- CDPDJ</li> </ul>
	Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	\$0	5	MTESS (STRAV)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MFQ</li> <li>- CNESST</li> <li>- SCF</li> <li>- SCT</li> <li>- MESI</li> </ul>
	Comité technique CCQ/RBQ - Kahnawake	Mettre en œuvre l'Entente et permettre aux travailleurs Mohawks d'accéder plus facilement à l'industrie de la construction québécoise.	Rencontres de travail, échange d'information.	\$0	1	SAA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- SAA</li> <li>- RBQ</li> <li>- CCQ</li> <li>- Mohawk Council of Kahnawà:ke (MCK)</li> <li>- Kahnawà:ke Labor Office (KLO)</li> <li>- Tawatohni'saktha – Kahnawà:ke's Economic Development Commission</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité technique Kahnawake - CSST	Voir à la mise en œuvre de l'entente en matière de travail entre le Conseil Mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec concernant la santé et la sécurité du travail.	Identifier les enjeux techniques d'application de l'Entente et négocier des ententes plus précises (administratives) pour permettre la mise en œuvre de l'Entente.	\$500	1	SAA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- SAA</li> <li>- CNESST</li> <li>- MCK</li> <li>- KLO</li> </ul>
	Comité bilatéral pour la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles de l'Entente entre le Québec et la France	Assurer l'application de l'Entente.	Produire un avis consultatif sur les projets d'arrangements de reconnaissance mutuelle et produire un rapport annuel.	\$0	1	MRIF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MRIF</li> <li>- Gouvernement français</li> </ul>
	Comité conjoint sur la mobilité de la main d'œuvre - Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario	Surveille les progrès vers l'atteinte de la mobilité complète de la main-d'œuvre entre les Parties et la mise en application du chapitre sur la mobilité de la main-d'œuvre.	Rencontre au besoin afin de régler les problèmes de mise en œuvre du chapitre sur la mobilité de la main-d'œuvre.	\$0	1	MESI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MESI</li> <li>- Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle de l'Ontario</li> <li>- Ministère du Développement économique et de la Croissance de l'Ontario</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS)	Négocier des ententes de sécurité sociale avec différents pays et veiller à leur mise en œuvre.	Les organismes membres du comité négocient et mettent en œuvre les ententes de sécurité sociale.	\$15	1	MRIF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MRIF</li> <li>- Retraite Québec</li> <li>- Revenu Québec</li> <li>- MSSS</li> <li>- RAMQ</li> <li>- CNESST</li> </ul>
	Comité des mesures d'urgence du 200, chemin Ste-Foy	S'assurer de la sécurité des citoyens présents dans l'édifice, lors d'une mesure d'urgence. Discuter des améliorations à apporter aux procédures des mesures d'urgence. S'assurer du bon fonctionnement	Rencontres au besoin.	\$0	1	MAPAQ	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- ISQ</li> <li>- CPTAQ</li> <li>- Secrétariat aux aînés</li> </ul>
	Comité de travail interministériel concernant le plan d'action concerté de la lutte contre l'intimidation	Élaboration d'un plan d'action contre l'intimidation.	Puisque le plan d'action a été lancé le 18 novembre 2015, les principaux travaux du comité sont des travaux de reddition de comptes relatifs à la mise en œuvre du plan d'action.	\$20	1	MFA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MFA</li> <li>- MJQ</li> <li>- SCF</li> <li>- MSSS</li> <li>- MSP</li> <li>- MEES</li> <li>- MIDI</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MCE</li> <li>- CNESST</li> <li>- OPHQ</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité de travail sur le soutien à la création et la condition socioéconomique des artistes et travailleurs culturels	Identifier les moyens d'améliorer les conditions socioéconomiques des artistes professionnelles et des travailleurs culturels.	Observateurs et participants aux orientations pour le volet norme du travail, rémunération et sécurité sociale.	\$0	1	MCC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- MIDI</li> <li>- MEES</li> <li>- MRIF</li> <li>- MESI</li> <li>- OPHQ</li> <li>- MFA</li> <li>- SAJ</li> <li>- MFA</li> <li>- MFQ</li> <li>- MSSS</li> <li>- MSP</li> <li>- SHQ</li> <li>- MDDELCC</li> <li>- Ministère du Tourisme</li> <li>- CNESST</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MTQ</li> <li>- SQI</li> <li>- MERN</li> <li>- MFFP</li> <li>- MAPAQ</li> </ul>
	Comité interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé	Assure le suivi de la mise en œuvre du plan d'action interministériel.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Partage d'information;</li> <li>- Identifie les opportunités, les risques potentiels et les enjeux stratégiques liés à la mise en œuvre du plan d'action.</li> </ul>	\$20	1	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MSSS</li> <li>- MTESS (SSAS, STRAV)</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- MFA</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
							<ul style="list-style-type: none"> <li>- MEES</li> <li>- INSPQ</li> <li>- SHQ</li> <li>- MCE</li> <li>- OPHQ</li> <li>- MFQ</li> <li>- MSP</li> <li>- MDDELCC</li> </ul>
	Comité interministériel Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO)	Promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre en soutenant les projets des ordres professionnels et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et hors-construction.	Analyser et approuver les projets soumis par les ordres professionnels et les organismes.	\$0	2	OPQ	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV et SSAS)</li> <li>- OPQ</li> </ul>
	Comité interministériel pour la mixité en emploi	Contribuer à la progression de la mixité en emploi incluant la représentation des femmes et des hommes dans les métiers et professions majoritairement masculins et féminins.	Participer à la mise en œuvre des actions pertinentes de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes et de la Stratégie québécoise pour la recherche et l'innovation.	\$80	1	SCF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- SCF</li> <li>- MEES</li> <li>- MTQ</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- MSSS</li> <li>- MFFP</li> <li>- MDDELCC</li> <li>- MERN</li> <li>- MCC</li> <li>- MCE</li> <li>- MFA</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité interministériel relatif à la politique familiale et au Plan d'action concerté en conciliation travail-famille-étude	Production d'une politique et d'un plan d'action sur la conciliation travail-famille.	Élaboration d'une politique et d'un plan d'action sur la conciliation travail-famille.	\$0	3	MFA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MFA</li> <li>- MTESS (CGAP, EQ, STRAV)</li> <li>- MCC</li> <li>- MCE</li> <li>- MEES</li> <li>- MESI</li> <li>- MFQ</li> <li>- MIDI</li> <li>- MSSS</li> <li>- SCF</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MIQ</li> <li>- SHQ</li> <li>- MSP</li> <li>- MTMDET</li> <li>- OPHQ</li> <li>- Retraite Québec</li> </ul>
	Comité permanent de la politique stratégique sur le travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPPST - ACALO)	Évaluer les répercussions des politiques et des programmes relatifs au travail et fournir des conseils à ce sujet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effectuer des études et réaliser des projets à la demande de l'ACALO;</li> <li>- Évaluer les lacunes que comporte l'élaboration des politiques sur le travail.</li> </ul>	\$0		Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Comité permanent des affaires internationales du travail de l'Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (CPAIT - ACALO)	Étudier et évaluer les tendances des politiques du travail concernant les accords liés au commerce, à la dimension du travail et autres processus multilatéraux et bilatéraux et la promotion des droits	Le Comité entreprend des études et des projets à la demande de l'ACALO. Il rédige aussi la Stratégie fédérale/provinciale/territoriale sur le Canada et l'OIT.	\$400	1	Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral
	Comité sur l'embauche régionale de la Côte-Nord	Trouver des solutions afin de répondre aux préoccupations des travailleurs de la construction de la Côte-Nord en lien avec l'embauche régionale en favorisant celle-ci.	Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action et d'un projet pilote.	\$1 000	1	MERN	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MERN</li> <li>- MTESS (STRAV et EQ)</li> <li>- Hydro-Québec</li> <li>- CCQ</li> </ul>
	Conférence fédérale-provinciale-territoriale sur la statistique du travail	Présentation et échanges entre Statistique Canada et les représentants des provinces et des territoires sur les nouveautés concernant les statistiques portant sur le travail.	Production d'un rapport annuel faisant état des nouveautés concernant les statistiques sur le travail.	\$400	1	Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral
	Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Regroupe des représentants des ministères et des organismes gouvernementaux et assure la cohérence intergouvernementale entre	Compléter des fiches de reddition de comptes pour les mesures inscrites dans le Plan d'action égalité entre les hommes et les femmes.	\$10	1	SCF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- SCF</li> <li>- SAA</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MFQ</li> <li>- MESI</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
		les projets d'égalité homme-femme.					<ul style="list-style-type: none"> <li>- MERN</li> <li>- MEES</li> <li>- MRIF</li> <li>- MFA</li> <li>- MSSS</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- CCQ</li> <li>- SHQ</li> <li>- MTQ</li> </ul>
	Réseau interministériel en droit de la personne	Partager l'information concernant les diverses initiatives en matière de droit de la personne.	Une recension des activités effectuées par le MRIF en lien ou non avec le gouvernement fédéral est faite. Des formations sont organisées lors de la rencontre annuelle.	\$15	1	MRIF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV et SSSAS)</li> <li>- SAA</li> <li>- MJQ</li> <li>- MSSS</li> <li>- SHQ</li> <li>- MFA</li> <li>- MIDI</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MEES</li> <li>- SCF</li> <li>- MSP</li> </ul>
	Table centrale de négociation Québec - Kahnawake	Le Secrétariat aux affaires autochtones a mis sur pied cette table afin de travailler avec les Mohawks de Kahanwake en lien avec les engagements gouvernementaux.	Faire le point sur les grands dossiers en cours entre les gouvernements du Québec et les Mohawks de Kahnawake.	\$300	2	SAA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- SAA</li> <li>- MJQ</li> <li>- MTQ</li> <li>- MESI</li> <li>- MFQ</li> <li>- MSSS</li> <li>- MCK</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Table travail de négociation Québec Kahnawake	Le Secrétariat aux affaires autochtones a mis sur pied cette table afin de travailler avec les Mohawks pour les travaux reliés au domaine du travail à la suite des engagements gouvernementaux.	Conclure les ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et les Mohawks de Kahnawake.	\$400	2	SAA	- MTESS (STRAV) - SAA - MJQ - MCK
Direction générale des relations de travail	Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO) - Groupe de travail de formation	Le Comité se réunit pour créer des formations pour les médiateurs-conciliateurs en relations du travail.	Formation pour les débutants. Formation avancée.	\$730	1	Gouvernement fédéral	Toutes les provinces
	Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière (ACALO) - sous-comité de relations de travail et de service de médiation	Le Comité se réunit pour discuter de toute question concernant les relations industrielles et le règlement de conflits au Canada.	Divers sujets possibles.	\$730	1	Gouvernement fédéral	Toutes les provinces

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
Sous-ministre associé - Secrétariat du Travail	Association canadienne des administrateurs de la législation ouvrière	Sous la responsabilité du gouvernement fédéral, il s'agit d'une tribune d'échange d'information entre les sous-ministres concernant des questions liées au domaine du travail.	5 sous-comités permanents : Affaires internationales du travail, Politique stratégique sur le travail, Normes du travail, Médiation et conciliation, Santé et sécurité du travail.	\$3 200	2	Gouvernement fédéral	Un représentant par province et territoire et des représentants du gouvernement fédéral
	Comité d'élaboration de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre	Soutenir les autorités du MTESS et le Comité de pilotage et de suivi dans l'élaboration de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	Détermination des enjeux, orientations et pistes d'action, préparation d'un document de consultation, tenue de la consultation et préparation des documents officiels sur la Stratégie.	\$0	1	(EQ-CPMT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (EQ, STRAV, CPMT)</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- MCC</li> <li>- MCE</li> <li>- MEES</li> <li>- MESI</li> <li>- MFA</li> <li>- MFFP</li> <li>- MFQ</li> <li>- MIDI</li> <li>- MSSS</li> <li>- MTO</li> <li>- SCF</li> <li>- CCQ</li> <li>- OPHQ</li> </ul>
	Comité des sous-ministres adjoints en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer l'approche concertée en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la gouvernance des initiatives gouvernementales.	Dépôt des fiches de mesures pour le troisième plan d'action gouvernemental.	\$0	1	MTESS (SSAS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MTESS (SSAS, STRAV)</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- MCC</li> <li>- MCE</li> <li>- MEES</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
							<ul style="list-style-type: none"> <li>- MESI</li> <li>- MFA</li> <li>- MFQ</li> <li>- MIDI</li> <li>- MSSS</li> <li>- MTO</li> <li>- SCF</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MIQ</li> <li>- MERN</li> <li>- SHQ</li> <li>- MSP</li> <li>- MDDELCC</li> <li>- MTMDET</li> <li>- Revenu Qué</li> <li>- Retraite Qué</li> <li>- OPHQ</li> </ul>
	Table des partenaires intersectoriels de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	Suivi de la mise en œuvre de la Politique lancée le 5 mars 2018 et suivi de la reddition de comptes effectuée par les partenaires ayant des mesures sous leur responsabilité.	Suivi de la mise en œuvre de la PGPS.	\$0	1	MSSS	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MSSS</li> <li>- MTESS (SSAS, STRAV)</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MAPAQ</li> <li>- MFA</li> <li>- MEES</li> <li>- INSPQ</li> <li>- SHQ</li> <li>- MCE</li> <li>- OPHQ</li> <li>- MFQ</li> </ul>

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
							- MSP - MDDELCC
	Table des SMA relative à la politique familiale et au Plan d'action concerté en conciliation travail-famille-étude (CTFE)	Donner les orientations et assurer le suivi des travaux. Approuver les différents livrables.	Approbation des livrables : documents de consultation, cadre financier, document présentant la politique familiale, stratégie de communication, etc.	\$0	1	Famille	- MFA - MTESS (CGAP, EQ, STRAV) - MCC - MCE - MEES - MESI - MFQ - MIDI - MSSS - SCF - MAMOT - MJQ - SHQ - MSP - MTMDET - OPHQ - Retraite Qué

	Nom du comité	Mandat en bref	Principaux travaux	Coût participation	Nombre de participants du MTESS	Ministère porteur	Provenance des participants
	Table des SM et SMA dédiée à la lutte contre l'intimidation	La Table assure le suivi du Forum sur la lutte contre l'intimidation et de la mise en œuvre plan d'action pour prévenir et contrer l'intimidation. Elle donne les orientations et encadre les travaux.	Suivi des travaux du comité interministériel et approbation de la reddition de comptes.	\$0	1	Famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MFA</li> <li>- MJQ</li> <li>- SCF</li> <li>- MSSS</li> <li>- MSP</li> <li>- MEES</li> <li>- MIDI</li> <li>- MAMOT</li> <li>- MCE</li> <li>- MTESS (STRAV)</li> <li>- CNESST</li> <li>- OPHQ</li> </ul>

**SOURCE :** Secrétariat du travail  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE LA DEUXIÈME OPPOSITION

RP-05

**Titre :**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

**Exposé et statistiques :**

Au 28 février 2018, le nombre d'employés occasionnels est de 11, ce qui représente 9,4 % de l'effectif du Ministère, volet Travail (117 effectifs réguliers et occasionnels).

En 2017-2018, parmi les 9 recrutements réguliers effectués cette année, 3 occasionnels ont été régularisés.

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 1<sup>er</sup> mars 2018 (effectif en lien d'emploi au 28 février 2018).

**SOURCE :** DGRH

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-03-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-06**

**Titre :**

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-07**

**Titre :**

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

**Exposé et statistiques :**

Aucun sondage effectué en 2017-2018.

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-8

**Titre :**

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

**Exposé et statistiques :**

**Avis juridiques internes d'un ministère**

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

De plus, les ministres sont invités à être prudents quant à l'existence même des avis juridiques puisque l'article 214 du *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2017-2018 dans le cadre de l'Étude des crédits.

**Avis juridiques internes d'un organisme**

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

**Avis juridiques externes**

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

**SOURCE :** Direction des affaires juridiques  
**VALIDATION:** M<sup>e</sup> Hugues Melançon  
**DATE :** 2018-03-27

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

**Titre :**

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

**Exposé et statistiques :**

Se référer à la question 7 des renseignements généraux de l'Opposition officielle.

**SOURCE :** Direction des communications  
**COLLABORATION :** Secrétariat du travail  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

**Titre :**

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

**Exposé et statistiques :**

**Avril 2017**

# SQI	Adresse visée	Type de demande
D27607	500, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H2Z 1W7	Plaque d'identification pour le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre

**Juin 2017**

# SQI	Adresse visée	Type de demande
D28291	500, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H2Z 1W7	Plaque d'identification pour le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre

**Novembre 2017**

# SQI	Adresse visée	Type de demande
D29787	500, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec) H2Z 1W7	Signalisation pour le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre

**Décembre 2017**

# SQI	Adresse visée	Type de demande
D30203	200, chemin Ste-Foy (Québec) G1R 5S1	Rétrocession d'espace au 6 <sup>e</sup> étage

**SOURCE :** Direction générale des services à l'organisation, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

**DATE :** 2018-04-12

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

### RP-11

**Titre :**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) la liste de tous les concours et tirage réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Aucun concours ou tirage n'a été effectué en 2017-2018 et aucun prix n'a été remis.

**SOURCE :** Direction des communications

**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

**RP-12**

**Titre :**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

**Exposé et statistiques :**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

**SOURCE :** Direction des communications

**DATE :** 2018-03-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

### Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

### Exposé et statistiques :

#### Exercice 2017-2018

#### **Lutte contre le travail au noir :**

Secrétariat du travail	487 600 \$
Commission de la construction du Québec	3 714 000 \$
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	850 000 \$
Régie du bâtiment du Québec	1 718 000 \$
<b>Total Lutte contre le travail au noir</b>	<b>6 769 600 \$</b>

#### **Programme d'aide à la sensibilisation en matière de harcèlement sexuel en milieu de travail (incluant l'appui au respect des normes du travail)<sup>1</sup>**

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (volet pour les travailleurs)	3 000 000 \$
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (volet pour les employeurs)	1 000 000 \$
<b>Total pour 2017-2018</b>	<b><u>10 769 600 \$</u></b>

**SOURCE :** DGRFC, Secrétariat du travail

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :**

**DATE :** 19 avril 2018

<sup>1</sup> Le gouvernement du Québec accorde une somme totale de 6 M\$ pour ce programme qui sera versée au cours des trois prochaines années pour sa mise en œuvre. Une somme de 3M\$ sera consacrée à des projets soumis par des associations de travailleurs et une somme de 3 M\$ permettra de soutenir des projets proposés par des associations d'employeurs. Ce programme sera administré par le CNESST.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE DE L'OPPOSITION

**RP-14**

**Titre :**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

**Exposé et statistiques :**

Du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018 :

- a) Les employés de la Direction des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif
- b) 6 199,14 \$ (volet Travail seulement)
- c) Non disponible
- d) et e) Questions répondues dans la fiche #14 du volet Emploi et Solidarité sociale

**SOURCE :** Direction des communications

**DATE :** 2018-03-23

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

**Titre :**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

**Exposé et statistiques :**

Les efforts totaux liés à la préparation de l'étude des crédits 2018-2019 pour le Ministère (incluant volet Emploi et Solidarité sociale et volet Travail) sont estimés à 9,7 milliers d'heures rémunérées.

Les coûts reliés à la préparation de l'étude des crédits 2018-2019 sont estimés à 10,6 k\$. Ce montant exclut la masse salariale.

**SOURCE :** DGRFC

**COLLABORATION :** Tous les secteurs

**VALIDATION :**

**DATE :** 23 mars 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

**Titre :**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2010-2011 à 2017-2018, l'âge des créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.

**Exposé et statistiques :**

7 créances pour des ventes de copies de conventions collectives

<b>Créances au 28 février 2018</b>	<b>1 561,35 \$</b>
------------------------------------	--------------------

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-03-22

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

### Titre :

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour les années 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 les données suivantes:

- le nombre de conflits de travail;
- la durée moyenne de ces conflits;
- le nombre de demandes de médiation;
- le nombre de médiateurs nommés par le Ministère;
- les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
- l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

### Exposé et statistiques :

	2017-2018 <sup>1</sup>
• <b>Nombre d'arrêts de travail (conflits)</b> <i>Le deuxième nombre inclut les dossiers de compétence fédérale.</i>	191/193
• <b>Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits)</b>	190,6 jours ouvrables 198,1 jours calendrier
• <b>Nombre de demandes de médiation-conciliation</b> <i>La conciliation est volontaire depuis 1977, la nomination est faite sur demande d'une partie.</i>	153
• <b>Nombre de médiateurs-conciliateurs nommés par le Ministère</b>	21 *

\* En 2017-2018, des médiateurs/conciliateurs réguliers occupaient par intérim les deux postes de directeurs de la médiation-conciliation, l'un à Québec et l'autre à Montréal. Ils ont été retirés du calcul (23 – 2), car ils interviennent en accompagnement de médiateurs/conciliateurs lors de dossiers complexes.

#### • **Initiateur de la demande de médiation**

Année	Syndical	Patronal	Demande conjointe ou nomination du Ministère
2017-2018 <sup>1</sup>	23	17	113

#### • **Les coûts engendrés par ces demandes de médiation**

Inclus dans les dépenses globales de la Direction générale des relations du travail du Secrétariat du travail.

<sup>1</sup> Données préliminaires 2017-2018 (1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018).

**SOURCE :** DGRT – Secrétariat du travail

**COLLABORATION :** Direction de l'information sur le travail (DIT) – Secrétariat du travail

**VALIDATION :** BSMART

**DATE :** 2018-04-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

**Titre :**

Concernant les avis émis par le ministère du Travail, pour les années 2016-2017 et 2017-2018 fournir les données suivantes :

- La liste de tous les avis de non-conformité qui ne respectent pas la loi.

Le Secrétariat du travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'émet pas d'avis de non-conformité.

**SOURCE :** Secrétariat du travail

**VALIDATION :**

**DATE :** 2018-04-12

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

**RP-22**

**Titre :**

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2016-2017 et 2017-2018 en incluant les coûts et les appels d'offre.

**Exposé et statistiques :**

Le Secrétariat du travail n'a commandé aucune recherche en 2017-2018.

**SOURCE :** Direction générale des politiques et de la recherche en milieu de travail

**COLLABORATION :** Aucune

**VALIDATION :** Secrétariat du travail -12 avril 2018

**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

**Titre :**

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) et copie des avis transmis au cours des deux dernières années en indiquant l'état des travaux en cours.

**Exposé et statistiques :**

**2017-2018**

Avis sur la modernisation du régime de santé et la sécurité du travail.

Avis concernant la nomination de membres au Tribunal administratif du travail (sept. 2017)

Avis concernant la nomination de membres au Tribunal administratif du travail (oct. 2017)

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Secrétariat du travail  
**DATE :** 2018-04-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

**Titre :**

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des deux dernières années et en cours.

**Exposé et statistiques :**

**2017-2018**

Modernisation du *Code d'éthique et de déontologie des membres du CCTM*.

Modification à l'article 3 de la *Politique générale concernant la confection et la gestion de la liste des professionnels de la santé qui acceptent d'agir à titre de membres du BEM*.

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main d'œuvre  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** Secrétariat du travail  
**DATE :** 2018-04-18

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

**Titre :**

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des deux dernières années.

**Exposé et statistiques :**

**2017-2018**

Plaintes traitées : 6

Décisions rendues : 5

Cas en délibéré : 1

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main d'œuvre  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 2018-04-18

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

**Titre :**

Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense, et la nature de la dépense, de tous les membres du cabinet du Ministre, pour 2016-2017 et 2017-2018.

**Exposé et statistiques :**

Cabinet de la ministre responsable du Travail, M<sup>me</sup> Dominique Vien (pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 28 février 2018).

Dépenses de fonction : 334,79 \$

**SOURCE :** DGRFC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :**  
**DATE :** 12 avril 2018

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

**Titre :**

Nombre d'ETC (équivalent temps complet) affectés à travers les organismes du ministère à la résolution de conflits de travail en 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ventilés par conflits en incluant les informations suivantes :

- a) Parties impliquées dans le conflit;
- b) Nombre d'ETC affectés à ce conflit spécifique;
- c) Date de début du conflit;
- d) Date de retour de fin du conflit.

Il n'y a aucun ETC du Ministère affecté à des organismes.

**SOURCE :** BSMART – Secrétariat du travail  
**COLLABORATION :** DGRT  
**VALIDATION :** BSMART  
**DATE :** 2018-03-29